LE JOUR, 1950
21 NOVEMBRE 1950

ENTRE LA GÉOGRAPHIE ET L'HISTOIRE

D'un journal de Londres vient la suggestion de placer le canal de Suez sous l'autorité ou le contrôle des Nations-Unies. Cela devait arriver. La Compagnie du canal de Suez se définit depuis sa création, une compagnie "universelle" ; si l'universalité a un sens c'est bien à Suez qu'on la trouve.

Voilà en effet **un passage destiné à faciliter la navigation de tous les pays et à rapprocher les continents.** L'état du droit international et l'état d'esprit le plus courant dans le monde veulent que de telles situations relèvent de l'ensemble des nations. Mais alors la même question se pose pour d'autres routes, pour d'autres passages, pour le canal de Panama par exemple. Ce sera la solution de l'avenir, dans un monde plus rapproché de l'unité et de la fraternité. Mais nous sommes encore loin de ce point attendu de l'évolution des hommes et des choses.

L'Egypte gagnerait-elle à voir le canal de Suez contrôlé par les Nations-Unies ? On verrait alors le Guatemala et la Salvador s'en occuper tous les jours comme ils se sont occupés et comme ils s'occupent de la Palestine et du Tibet.

Les initiatives courageuses et brillantes du Salvador, on les trouve ces temps-ci quotidiennement dans les dépêches, mais chacun pense bien que ce n'est pas pour les beaux yeux du Grand Lama que la petite république de l'Amérique centrale s'émeut et part en guerre. Or les Nations-Unies sont faites de ces ficelles-là. Le canal de Suez confié au Nations-Unies deviendrait l'objet de l'attention passionnée de la république de Panama, née elle-même on s'en souvient de la nécessité de défendre le canal qui sépare les deux Amériques.

La vérité, c'est que l'opinion publique en Egypte, surchauffée par des années d'excitation et de xénophobie, n'est plus dans les mains du gouvernement quand il s'agit de Suez et du Soudan. Le peuple est excusable de n'avoir plus assez le sens de la mesure que certains gouvernements démagogiques lui ont fait perdre. **Et le gouvernement d'aujourd'hui est prisonnier de ceux d'hier et de naguère.** Cependant, la défense de l'Egypte laissée à l'Egypte seule, aujourd'hui, ruinerait l'Egypte et conduirait au désordre. On est obligé d'en convenir très objectivement dans un sentiment de sincère amitié pour l'Egypte. **Le travail de désagrégation se ferait par des forces connues qui pèsent du dehors comme au dedans. Et la monarchie serait fort exposée.**

On ne peut pas conseiller à l'Egypte de faire comme la république de Colombie qui se résigna à laisser créer un Etat tampon autour du canal de Panama. Mais le dilemme pour l'Egypte est celui que connut la Colombie. **Les circonstances font qu'il faut sortir honorablement de ce dilemme.**

Si l’Egypte voulait se prêter à une solution de sagesse, elle pourrait trouver d’immenses compensations et devenir davantage la base et le soutien du monde arabe. Mais le voudra-t-elle ? Mais le pourra-t-elle ?

Nous, Libanais, qui, depuis le deuxième millénaire avant notre ère, et à partir de la prospérité de Byblos, sommes intimement unis à l’Egypte par les solides liens du sentiment et de la politique, il est naturel que nous cherchions à apporter une contribution, au moins morale, au dénouement de la difficulté fondamentale qui gêne la respiration de l’Egypte et qui s’est mise à ressembler au nœud gordien. A notre sens, c’est au peuple égyptien qu’il faut que le gouvernement du Caire s’adresse pour montrer patiemment à ce peuple la voie de la conservation et du salut. Le problème avec lequel l’Egypte est confrontée n’est pas un problème national, c’est le type même du problème international qui se double d’une question de géographie pure et simple. **Mais comment séparer la géographie de l’histoire ? C’est une question de bon sens parce que c’est la nature des choses qui est en jeu.**